

b) voor de houder van het diploma van doctor in de geneeskunde, van doctor in de veeartsenijkunde, van burgerlijk ingenieur, van bio-ingenieur of van een diploma tot bevestiging van een academische graad van arts, veearts, of van master ter bekrachtiging van studies van de tweede cyclus van ten minste 120 studiepunten

23.081,05 euro tot 32.623,51 euro

1 jaarlijkse verhoging van 624,26 euro

1 jaarlijkse verhoging van 1.248,52 euro

1 driejaarlijkse verhoging van 958,71 euro

7 tweejaarlijkse verhogingen van 958,71 euro »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1992.

Art. 3. De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 april 2009.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Presidente,
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M-D. SIMONET
De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2954

[C — 2009/29428]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française créant la Commission de reconnaissance de l'expérience utile et de notoriété pour les membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statuts des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment l'article 62, 6°, tel que modifié par le décret du 11 juillet 2002 et l'article 82, § 2, tel que modifié par le décret du 30 avril 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 créant la Commission de reconnaissance de notoriété pour les membres du personnel enseignant des écoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 créant la Commission de reconnaissance d'expérience utile pour les membres du personnel enseignant des écoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2007 fixant la composition de la Commission d'assimilation, des Commissions de notoriété et de la Commission d'expérience utile compétentes pour l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 1^{er} décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 19 décembre 2008;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 13 janvier 2009;

Vu la concertation avec les pouvoirs organisateurs du 13 janvier 2009;

Vu la négociation du Comité de Secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II et du Comité de négociation pour l'enseignement libre, réunis conjointement;

Vu l'avis n° 45.985/2 du Conseil d'Etat donné le 4 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur et du Ministre chargé de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *De la Commission de reconnaissance d'expérience utile et de notoriété*

Article 1^{er}. Il est créé une Commission de reconnaissance d'expérience utile et de notoriété ci-après nommée la Commission.

Art. 2. La Commission est composée, par domaine, comme suit :

1° un président : le directeur général des personnels de l'Enseignement de la Communauté française ou son délégué de rang 15 au moins;

2° un vice-président : le directeur général des personnels de l'Enseignement subventionné ou son délégué de rang 15 au moins;

3° les membres suivants :

- a) l'inspecteur des cours artistiques compétent pour le domaine considéré;
- b) quatre membres et leurs suppléants choisis par le Gouvernement parmi les membres du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts et proposés par le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique visé à l'article 2, § 1^{er}, 10°, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droit et devoirs des étudiants);
- c) quatre experts désignés conformément à l'article 82, § 2, du décret du 20 décembre 2001 précité;
- d) trois membres et leurs suppléants représentant les organisations syndicales siégeant au sein du Comité de secteur IX ou du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II; ceux-ci sont choisis par le Gouvernement sur proposition de leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif. Chaque organisation syndicale dispose d'au moins un mandat.

Art. 3. Le président, le vice-président, les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés, par le Gouvernement, pour un terme de quatre ans renouvelable.

Art. 4. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur. Ce dernier est approuvé par le Gouvernement.

La Commission est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française - titulaires du grade d'attaché au moins.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant ont voix consultative.

Art. 5. La Commission peut solliciter l'avis d'experts.

Art. 6. Toute demande de reconnaissance d'expérience utile et de notoriété s'il échet est adressée par lettre recommandée à la poste au président de la Commission. La demande peut également être déposée auprès du président de la Commission, contre accusé de réception.

La demande doit comporter les éléments permettant à la Commission d'émettre un avis en toute connaissance de cause ainsi que les pièces de nature à contrôler ces éléments.

La secrétaire de la Commission communique au Gouvernement toutes demandes de reconnaissance d'expérience utile et de notoriété s'il échet qui ont été régulièrement introduites auprès du président de la Commission.

Art. 7. La Commission statue en prenant en considération, pour le ou les cours à conférer, les services rendus par le candidat soit dans le cadre d'activités qu'il a exercées pour son propre compte, soit dans un service ou un établissement public ou privé, soit dans un métier, une profession ou une pratique artistique.

Lorsque le métier, la profession ou la pratique artistique revêtent la forme de manifestations publiques limitées dans le temps, dont le candidat fait la preuve, la Commission peut prendre également en considération la préparation nécessaire et l'évaluer en unités de mois.

Art. 8. Toute personne qui introduit une demande de reconnaissance d'expérience utile ou de notoriété auprès de la Commission peut être entendue par celle-ci, si cette dernière en exprime le souhait.

Art. 9. La Commission délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents.

Les avis sont donnés à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

Art. 10. Dans les quatre mois qui suivent la date de réception de la demande, la Commission :

- 1° soit remet au Gouvernement un avis de reconnaissance d'expérience utile et de notoriété s'il échet;
- 2° soit avertit le candidat par lettre recommandée à la poste qu'elle envisage de ne pas lui reconnaître cette expérience utile et la notoriété s'il échet. Le candidat dispose alors d'un délai de quinze jours ouvrables à dater de la notification pour fournir des éléments complémentaires à la Commission. Dans ce cas, la Commission est tenue de remettre son avis définitif au Gouvernement dans les six mois qui suivent la date de réception de la demande initiale.

Art. 11. Les délais prévus à l'article 10 sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

Art. 12. Le mandat des président, vice-président et des membres est gratuit. Ils bénéficient d'indemnités pour frais de séjour et du remboursement de leurs frais de parcours dans les mêmes conditions que les agents des services du Gouvernement de rang 12.

Art. 13. Les experts visés à l'article 5 dont la résidence administrative n'est pas située à Bruxelles ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour selon les tarifs applicables aux membres du personnel de niveau 1 des services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 14. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2007 fixant la composition de la commission d'assimilation, des commissions de notoriété et de la commission d'expérience utile compétentes pour l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts est remplacé par « arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la composition de la commission d'assimilation compétente pour l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts ».

CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 créant la commission de reconnaissance de l'expérience utile pour les membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française est abrogé.

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 créant la Commission de reconnaissance de notoriété pour les membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française est abrogé.

Art. 17. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2007 fixant la composition de la commission d'assimilation, des commissions de notoriété et de la commission d'expérience utile compétentes pour l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'intitulé de l'arrêté est remplacé par ce qui suit : « arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la composition de la commission d'assimilation compétente pour l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts »;
- 2° Le chapitre II, comportant les articles 2, 3, 4, et 5, est abrogé;
- 3° le chapitre III, comportant l'article 6, est abrogé

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2009.

Art. 19. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente du Gouvernement et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des Relations internationales de la Communauté française,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et du Sport,

M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2954

[C — 2009/29428]

14 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Commissie voor de erkenning van de nuttige ervaring en de bekendheid voor de leden van het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 houdende vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), inzonderheid op artikel 62, 6°, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 juli 2002 en artikel 82, § 2, zoals gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot oprichting van de Commissie voor erkenning van de bekendheid voor de leden van het onderwijzend personeel van de hogere kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot oprichting van de Commissie voor erkenning van de nuttige ervaring voor de leden van het onderwijzend personeel van de hogere kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 oktober 2007 tot vaststelling van de samenstelling van de Commissie voor gelijkstelling, de Commissie voor algemene bekendheid en de Commissie voor nuttige ervaring die bevoegd zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstschole;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 december 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2008;

Gelet op het overleg van 13 januari 2009 met de verenigingen die de studenten vertegenwoordigen en die op gemeenschapsniveau erkend zijn;

Gelet op het overleg met de inrichtende machten van 13 januari 2009;

Gelet op de onderhandeling van het Comité voor Sector IX, van het Comité van de provinciale en plaatselijke openbare diensten, Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor het vrij onderwijs, gezamenlijk vergaderend;

Gelet op het advies nr. 45.985/2 van de Raad van State gegeven op 4 maart 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met het Hoger onderwijs en van de Minister belast met de Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De Commissie voor de erkenning van de nuttige ervaring en de bekendheid*

Artikel 1. Er wordt een Commissie voor de erkenning van de nuttige ervaring en de bekendheid opgericht, hierna de Commissie genoemd.

Art. 2. Per gebied wordt de Commissie als volgt samengesteld :

- 1° een voorzitter : de directeur-generaal van het personeel van het Onderwijs in de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde van minstens rang 15;
- 2° een ondervoorzitter : de directeur-generaal van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs of zijn afgevaardigde van minstens rang 15;

3° de volgende leden :

- a) de inspecteur van de kunstleergangen bevoegd voor het betrokken gebied;
- b) vier leden en hun plaatsvervangers door de Regering gekozen onder de leden van het leidend en onderwijzend personeel van de hogere kunstscholen en voorgedragen door de Hoge kunstraad van het hoger kunstonderwijs bedoeld bij artikel 2, § 1, 10°, van het decreet van 20 december 2001 houdende vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);
- c) vier deskundigen aangesteld overeenkomstig artikel 82, § 2, van voormeld decreet van 20 december 2001;
- d) drie leden en hun plaatsvervangers die de vakverenigingen vertegenwoordigen die in het Sectorcomité IX of in het Comité voor provinciale of lokale overheidsdiensten, afdeling II, zetelen; zij worden door de Regering gekozen op de voordracht van hun respectievelijke vakvereniging onder de vastbenoemde of vast aangeworven personeelsleden. Elke vakvereniging beschikt over ten minste één mandaat.

Art. 3. De voorzitter, de ondervoorzitter, de werkende en de plaatsvervangende leden worden door de Regering voor een hernieuwbare periode van vier jaar aangesteld.

Art. 4. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op. Het wordt door de Regering goedgekeurd.

De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris en een plaatsvervangend secretaris aangesteld door de Regering onder de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap die houder zijn van de graad van minstens attaché.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris hebben raadgevende stem.

Art. 5. De Commissie mag het advies van deskundigen vragen.

Art. 6. Elke aanvraag tot erkenning van nuttige ervaring en, desgevallend, bekendheid wordt bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van de Commissie gericht. De aanvraag mag ook, tegen ontvangstbewijs, bij de voorzitter van de Commissie ingediend worden.

De aanvraag moet de elementen bevatten die de Commissie toelaten een advies met volle kennis van zaken uit te brengen alsook de bewijsstukken om deze gegevens na te kunnen zien.

De secretaris van de Commissie bezorgt aan de Regering alle aanvragen tot erkenning van nuttige ervaring en, desgevallend, bekendheid die regelmatig bij de voorzitter van de Commissie ingediend werden.

Art. 7. De Commissie beslist met inachtneming, wat de toe te kennen leergang(en) betreft, van de diensten bewezen door de kandidaat ofwel in het kader van activiteiten die hij voor eigen rekening heeft uitgeoefend, ofwel in een dienst of een openbare of private instelling, ofwel in een ambt, een beroep of een kunstpraktijk.

Wanneer het ambt, het beroep of de kunstpraktijk zich in de vorm van in de tijd beperkte publieke manifestaties voordoen, waarvan de kandidaat het bewijs levert, kan de Commissie ook de nodige voorbereiding in acht nemen en deze in maandeenheden evalueren.

Art. 8. Iedere persoon die een aanvraag tot erkenning van nuttige ervaring of bekendheid indient kan door de Commissie gehoord worden indien hij het wenst.

Art. 9. De Commissie beraadslaagt en beslist geldig indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De adviezen worden gegeven bij de volstreckte meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

Ieder werkend lid dat verhinderd is een vergadering bij te wonen, verwittigt de voorzitter ervan en vraagt aan zijn plaatsvervanger op de vergadering aanwezig te zijn.

Art. 10. Binnen de vier maanden die volgen op de datum waarop de aanvraag werd ontvangen :

- 1° ofwel bezorgt de Commissie een advies van erkenning van nuttige ervaring en, desgevallend, van bekendheid aan de Regering;
- 2° ofwel verwittigt zij de kandidaat bij een ter post aangetekende brief dat zij overweegt hem deze nuttige ervaring en, desgevallend, bekendheid niet toe te kennen. De kandidaat heeft dan vijftien werkdagen, te rekenen vanaf de bekendmaking, om bijkomende gegevens aan de Commissie te bezorgen. In dit geval is de Commissie verplicht haar definitief advies aan de Regering mede te delen binnen de zes maanden die volgen op de datum waarop de eerste aanvraag werd ontvangen.

Art. 11. De bij artikel 10 bedoelde termijnen worden opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

Art. 12. Het mandaat van de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden wordt niet bezoldigd. Zij ontvangen vergoedingen voor verblijfkosten en hun reiskosten worden terugbetaald onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van rang 12 van de diensten van de Regering.

Art. 13. De bij artikel 5 bedoelde deskundigen wier administratieve verblijfplaats niet in Brussel is gelegen, hebben recht op de terugbetaling van hun reis- en verblijfkosten, volgens de tarieven die van toepassing zijn op de personeelsleden van niveau 1 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap – Ministerie van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 14. Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 oktober 2007 tot vaststelling van de samenstelling van de Commissie voor gelijkstelling, de Commissie voor algemene bekendheid en de Commissie voor nuttige ervaring die bevoegd zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstscholen, wordt vervangen door « besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de samenstelling van de Commissie voor gelijkstelling bevoegd voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstscholen ».

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 15. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot oprichting van de Commissie voor erkenning van de nuttige ervaring voor de leden van het onderwijzend personeel van de hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 16. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot oprichting van de Commissie voor erkenning van de bekendheid voor de leden van het onderwijzend personeel van de hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 17. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 oktober 2007 tot vaststelling van de samenstelling van de Commissie voor gelijkstelling, de Commissie voor algemene bekendheid en de Commissie voor nuttige ervaring die bevoegd zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstscholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het opschrift van het besluit wordt vervangen door hetgeen volgt : « besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de samenstelling van de Commissie voor gelijkstelling bevoegd voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstscholen »;
- 2° hoofdstuk II, dat de artikelen 2, 3, 4 en 5 bevat, wordt opgeheven;
- 3° hoofdstuk III, dat artikel 6 bevat, wordt opgeheven.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2009.

Art. 19. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Presidente van de Regering en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2955

[C - 2009/29434]

**14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant le modèle de déclaration des services sonores**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l'article 59;

Vu l'avis 46.348/4 du Conseil d'Etat donné le 29 avril 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Audiovisuel;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La déclaration préalable de l'édition d'un service sonore est établie selon le modèle joint en annexe et est adressée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du Président du CSA.

La déclaration doit être datée et signée par le représentant de la personne morale ou par la personne physique qui entend éditer le service sonore ou par son mandataire.

Le représentant d'une personne morale doit spécifier son titre et justifier son pouvoir.

Le mandataire doit produire la procuration qui lui a été donnée.

Art. 2. La Ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN